



PLUSIEURS DOSSIERS LIÉS AUX SECTEURS DE L'INTÉRIEUR, L'AGRICULTURE ET LES FINANCES ONT ÉTÉ EXAMINÉS

Aimene Benabderrahmane rappelle les directives du président de la République

page 3

ENTRETIENS ENTRE TEBBOUNE ET MACRON

LA COOPÉRATION BILATÉRALE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS



Les questions liées à la coopération bilatérale ont dominé la visite officielle de trois jours, du Président Emmanuel Macron en Algérie. Arrivé jeudi après-midi, à l'aéroport international Houari-Boumediene, le Président français a été accueilli par le Président Abdelmadjid Tebboune, en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du Gouvernement.

Le Président Macron a déposé, ensuite, au Sanctuaire du Martyr à Alger, une gerbe de fleurs et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale.

Lire en pages 2, 4 et 9

GAZ, MÉMOIRE, RELATIONS GÉO-ÉCONOMIQUES, DIGITALES ET IMMIGRATION CLANDESTINE

Macron livre sa stratégie pour Alger

La refondation des relations algéro-françaises entre slogans et réalité

MINHA ANEM

Plus de 1,8 million de bénéficiaires de l'allocation chômage

Yassine Fraata, directeur technique et chef de l'équipe de développement du projet de plateforme numérique « Minha », a confirmé que le nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage dépassait 1,838 million de bénéficiaires, rapporte mercredi la Radio nationale. Il a également rappelé que le nombre enregistré depuis que le président de la République a annoncé la décision de l'allocation chômage en février dernier a dépassé les 2,64 millions d'inscrits.

KHENCHELA

Exportation de 49 tonnes de biscuit vers la Tunisie

Un premier lot de 49 tonnes de biscuit, fabriqué par une unité industrielle de statut privé implantée dans la wilaya de Khenchela a été expédié mercredi dernier vers la Tunisie, via le poste frontalier de Bouchebka (wilaya de Tébessa), en présence du chef de l'exécutif de la wilaya et des acteurs économique de la région. Une deuxième opération d'exportation de ce produit est prévue au mois de septembre prochain.

ENERGIE

Arkab reçoit la directrice générale du groupe français Engie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, jeudi dernier à Alger, la directrice générale du groupe français Engie, Catherine MacGregor, en présence du P-dg du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a indiqué le ministre. « Les parties ont passé en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre les deux Groupes Sonatrach et Engie et les perspectives futures d'investissement dans des projets structurants en Algérie dans le domaine énergétique notamment les hydrocarbures, l'électricité et les énergies renouvelables ».

Entretiens entre Tebboune et Macron

La coopération bilatérale au centre des préoccupations

Les questions liées à la coopération bilatérale ont dominé la visite officielle de trois jours, du Président Emmanuel Macron en Algérie. Arrivé jeudi après-midi, à l'aéroport international Houari-Boumediene, le Président français a été accueilli par le Président Abdelmadjid Tebboune, en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du Gouvernement.

Le Président Macron a déposé, ensuite, au Sanctuaire du Martyr à Alger, une gerbe de fleurs et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale. Puis, au siège de la Présidence de la République, le Président Tebboune s'est entretenu, jeudi, avec son homologue français, Emmanuel Macron. Auparavant, le président de la République a réservé un accueil officiel à son homologue français au siège de la Présidence de la République. Cet entretien s'est élargi, par la suite aux membres des délégations des deux pays. Dans une déclaration de presse commune, à l'issue des entretiens avec son homologue français, le Président Tebboune a déclaré: «Nous avons évoqué ensemble tous les volets ayant trait à la coopération bilatérale et les moyens de la renforcer, en vue de servir les intérêts communs de nos deux pays et de garantir à nos relations, tous domaines confondus, un élan qualitatif à même d'assurer une consécration de la nouvelle orientation que nous avons convenue d'ancrer». Cette même orientation est «fondée sur l'établissement d'un partenariat global d'exception conformément aux principes du respect et de la confiance mutuels, et de l'équilibre des intérêts entre les deux Etats», a-t-il soutenu.

Le Président Tebboune a émis le souhait que la visite du Président français en Algérie «ouvrira de nouveaux horizons aux relations de partenariat et de coopération» entre les deux pays, affirmant que les entretiens «fructueux» avec son homologue français, tenus dans «la franchise habituelle» démontrent «la particularité, la profondeur et la diversité des relations qui lient nos deux pays, ceux-ci englobant l'ensemble des



Les deux parties ont «abordé les moyens de surmonter les différents obstacles qui entravent la concrétisation des aspirations des deux pays dans leur élan vers l'établissement de relations stratégiques à la mesure de leur immense potentiel». (Photo : D.R)

domaines, allant de l'histoire commune et de la mémoire, au dialogue et à la coordination sur les questions régionales et inter-

Le deuxième jour de la visite

La dimension tourisme mémoriel et religieux a marqué le deuxième jour de la visite en Algérie, du Président français, Emmanuel Macron. Il s'est rendu vendredi au cimetière européen qui se trouve à Bologhine (ex-Saint-Eugène), où il a déposé une gerbe de fleurs. Emmanuel Macron était accompagné du ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, et de représentants d'associations d'anciens combattants. Hier, après sa visite au principal cimetière européen d'Alger, et une rencontre avec de jeunes entrepreneurs algériens, il devait visiter également la Grande Mosquée d'Alger, avant de rejoindre Oran.

Judi soir, dans sa déclaration à la presse, à l'issue des entretiens avec le Président Tebboune, le Président Macron a déclaré vouloir «avancer sur notre industrie, notre recherche, nos hydrocarbures et nos métaux rares et sur des sujets d'innovation, sur lesquels nous souhaitons aller plus vite et plus fort». Il a cité, en particulier, deux secteurs de coopération entre les deux pays, à savoir le numérique et la création cinématographique et a fait part, également, de la volonté de son pays de développer avec l'Algérie un projet de création d'un incubateur de start-ups, en impliquant «des soutiens du secteur privé connectés avec d'autres incubateurs». A propos des questions de la mobilité et de la circulation des personnes, le Président Macron a assuré que des décisions «ont été prises» dans ce sens.

Hier, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a reçu en audience, à Alger, le ministre des Armées françaises, Sébastien Lecornu, accompagné du Général d'Armée, Thierry Burkhard, Chef d'Etat-major des Armées, et ce, en marge de la visite qu'effectue le Président français, Emmanuel Macron en Algérie, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Jeudi, des rencontres bilatérales entre des ministres algériens et leurs homologues français ont eu lieu au siège de la Présidence.

Ces rencontres ont concerné le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, avec son homologue Catherine Colona, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, avec son homologue Gérard Darmanin, le ministre des Finances, Ibrahim Djamel Kessali, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, avec le ministre des Finances et de l'Economie, Bruno Le Maire, en présence du Président-directeur général de Sonatrach, Tewfik Hakkar. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebgag, s'est entretenu, quand à lui, avec son homologue Emilie Castra et la ministre de la Culture, Soraya Mouloudji, avec son homologue Ryma Abdelmalek.

L. A.

REPÈRE

Conflit

Le MAE du Luxembourg souhaite une «solution» du conflit au Sahara occidental

Le ministre des Affaires étrangères et européennes du Grand-Duché de Luxembourg, Jean Asselborn, a exprimé, mercredi passé à Alger, son souhait d'une «solution» du conflit au Sahara occidental, déplorant le «blocage» occasionné par celui-ci dans la région.

«C'est un grand honneur pour moi d'être reçu par le Président Tebboune. Nous avons abordé la situation dans d'autres pays du Maghreb et nous espérons que le nouvel envoyé spécial des Nations unies au Sahara occidental, Staffan De Mistura, sera capable de trouver une solution à ce conflit qui bloque un peu la région», a déclaré à la presse M. Asselborn, à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a également exprimé son souhait de «travailler avec l'Algérie», rappelant que «le Luxembourg fait partie du Benelux qui a été créé lors de la 2^{ème} Guerre mondiale et qui est le précurseur de l'Union européenne».

Outre le conflit au Sahara occidental, les deux parties ont abordé la situation au Mali et évoqué le sommet de la Ligue arabe, prévu les 1^{er} et 2 novembre prochain à Alger et au sujet duquel, M. Asselborn a souligné que «l'Algérie est bien préparée» pour accueillir ce rendez-vous.

«J'ai appris beaucoup de choses de cette visite sur l'Algérie et sur la région», a conclu le ministre du Luxembourg.

térêt commun, tant à l'échelle régionale qu'internationale. «Nous y avons, d'une part, échangé nos points de vue sur de nombreuses questions qui revêtent une importance pour les deux pays, notamment la situation en Libye, au Mali, au Sahel et au Sahara occidental, qui requièrent des efforts conjugués à même de consolider la stabilité dans la région», a-t-il déclaré. Les deux parties ont, en outre, convenu «de la nécessité d'intensifier la concertation autour des questions qui font l'actualité sur l'échiquier international, engendrant de nouveaux défis qui menacent la sécurité et la stabilité de notre espace méditerranéen, voire la paix et la sécurité internationales», a avancé le président de la République.

Lakhdar A.

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Sanctions applicables pour non-respect des obligations et engagements souscrits

Les procédures relatives à la mission de suivi confiée aux organismes et administrations précisées

Les procédures relatives à la mission de suivi confiée aux organismes et administrations concernés par la mise en œuvre du nouveau cadre législatif et réglementaire régissant l'investissement viennent d'être précisées dans le projet de Décret exécutif relatif au suivi des investissements et aux sanctions applicables pour non-respect des obligations et engagements souscrits, examiné, mercredi, lors d'une réunion du Gouvernement présidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

Il s'agit, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre, de garantir un suivi et un accompagnement permanent aux investissements, durant toute la période du bénéfice des avantages accordés par la Loi relative à l'investissement, d'une part, et d'autre part, de dissuader toute tentative de détournement des avantages octroyés. Deux autres projets de Décrets exécutifs qui s'inscrivent, a précisé la même source, dans le cadre de la finalisation des travaux d'élaboration des textes d'application de la Loi relative à l'investissement, ont été examinés lors de cette réunion.

Le projet de Décret exécutif fixant les critères de qualification des investissements structurants, les modalités du bénéfice des avantages d'exploitation et les grilles d'évaluation et celui fixant les listes des activités, des biens et services non éligibles aux avantages, ainsi que les seuils minima requis pour le bénéfice de la ga-



Le Gouvernement a examiné un avant-projet de Loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2020, présenté par le ministre des Finances. (Photo : D.R)

rantie de transfert. « Ces deux projets de texte visent notamment à garantir une meilleure orientation des avantages accordés par l'Etat aux véritables investissements porteurs de richesse et créateurs d'emplois, à travers une grille d'évaluation basée sur des critères quantifiables et objectifs. Et de définir des listes négatives des activités, biens et services non éligibles aux avantages prévus par la nouvelle Loi relative à l'investissement, lesquelles listes ont été élaborées en se basant notamment sur un examen approfondi du tissu industriel de notre pays », a fait savoir la même

source. Enfin, le Gouvernement, a poursuivi le communiqué des services du Premier ministre, a examiné un avant-projet de Loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2020, présenté par le ministre des Finances. Faisant remarquer que ce texte intervient dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles consacrant le contrôle du législatif sur l'exécutif, qui doit rendre compte à chacune des chambres du Parlement de l'utilisation des crédits budgétaires qu'elle a votés pour chaque exercice. « Il s'agit également de fournir

une information de qualité afin de permettre aux parties prenantes (les ordonnateurs du budget de l'Etat, la communauté des chercheurs et les universitaires ainsi que l'ensemble des citoyens), de se constituer une opinion avisée sur la gouvernance financière et la performance des institutions chargées de la gestion des finances publiques », a noté la même source. Faisant observer que conformément aux procédures établies, cet avant-projet de Loi sera examiné lors d'un prochain Conseil de ministres.

Rabah Mokhtari

Plusieurs dossiers liés aux secteurs de l'Intérieur, l'Agriculture et les Finances ont été examinés

Aïmene Benabderrahmane rappelle les directives du président de la République

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a rappelé, mercredi, les directives du président de la République relatives à l'indemnisation des victimes et des personnes touchées par les incendies dans les plus brefs délais en prenant en charge leurs préoccupations. Saluant, au passage, le formidable élan de solidarité de nos citoyens et de la société civile nationale pour le soutien et l'aide de la population touchée et l'intervention des services de la Protection civile, des Gardes-forestiers, du génie rural et de l'Armée nationale populaire. C'était lors de la réunion du Gouvernement qu'il a présidé et consacré à l'examen de plusieurs dossiers liés aux secteurs de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que des Finances. Durant cette réunion, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre, au cours de laquelle le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire a présenté un exposé sur le bilan des derniers incendies ainsi que les mesures qui ont été prises pour y faire face et le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural faisant part des dispositions engagées pour le recensement des personnes touchées en vue de procéder, dans les meilleurs délais, à leur indemnisation et à la compensation immédiate des dommages et des pertes causées aux infrastructures et aux moyens de production.

S'agissant du secteur des Finances, a poursuivi la même source, le Gouvernement a examiné un avant-projet de Loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2020, présenté par le ministre des Finances. Ce texte intervient dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles consacrant le contrôle du législatif sur l'exécutif, qui doit rendre compte à chacune des chambres du Parlement de l'utilisation des crédits budgétaires qu'elle a votés pour chaque exercice.

« Il s'agit également de fournir une information de

qualité afin de permettre aux parties prenantes (les ordonnateurs du budget de l'Etat, la communauté des chercheurs et les universitaires ainsi que l'ensemble des citoyens), de se constituer une opinion avisée sur la gouvernance financière et la performance des institutions chargées de la gestion des finances publiques », a précisé la même source. Faisant remarquer que conformément aux procédures établies, cet avant-projet de Loi sera examiné lors d'un prochain Conseil de ministres. Pour ce qui est du développement local, le Gouvernement a, dans le cadre du suivi de l'exécution des décisions de Monsieur le président de la République données lors du Conseil des ministres du 19 mai dernier, entendu une communication présentée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire sur l'état d'avancement de la concrétisation du programme complémentaire de développement décidé au profit de la wilaya de Khenchela. « Le Premier ministre a demandé à l'ensemble des secteurs concernés par la finalisation des projets de développement, d'accélérer la cadence des travaux afin de répondre aux préoccupations des citoyens de cette wilaya », a noté le communiqué des services du Premier ministre. Enfin, le Gouvernement a examiné trois projets de Décrets exécutifs qui s'inscrivent dans le cadre de la finalisation des travaux d'élaboration des textes d'application de la Loi relative à l'investissement. Le Projet de Décret exécutif fixant les critères de qualification des investissements structurants, les modalités du bénéfice des avantages d'exploitation et les grilles d'évaluation, celui fixant les listes des activités, des biens et services non éligibles aux avantages ainsi que les seuils minima requis pour le bénéfice de la garantie de transfert et, enfin, celui relatif au suivi des investissements et aux sanctions applicables pour non-respect des obligations et engagements souscrits.

Rabah M.

SECTEUR

Pêche

Une activité artisanale à un secteur contribuant à la sécurité alimentaire

Le secteur de la pêche a enregistré, depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, plusieurs réalisations qui lui ont permis de s'imposer comme l'un des principaux secteurs contribuant au renforcement de la sécurité alimentaire du pays et à la diversification des sources de financement de son économie. Simple activité artisanale il y a soixante ans, la pêche est devenue un secteur structuré à la faveur des stratégies successives reposant essentiellement sur l'augmentation de la production halieutique nationale, l'investissement dans l'aquaculture, la multiplication des ports de pêche et le développement de leur mode de gestion, l'amélioration des conditions socio-professionnelles des pêcheurs, ainsi que le développement d'une industrie locale des bateaux de pêche en haute mer. En effet, le nombre de pêcheurs est passé de 4.505 en 1962 à plus de 56.000 aujourd'hui, tandis que le nombre de navires de pêche est passé de 882 navires en 1962 à 6.000 navires de différentes tailles en 2022.

Quant aux ports de pêche et plages d'échouage, leur nombre est passé de 18 ports en 1962 à 46 aujourd'hui, ce qui a permis de promouvoir et d'intensifier l'activité de la pêche au niveau de la bande côtière et de mieux encadrer ce métier. Ces réalisations ont favorisé une augmentation notable de la production halieutique, puisqu'on enregistre aujourd'hui une production de 110.000 tonnes, qui sont distribuées à travers l'ensemble du territoire national grâce un réseau logistique qualifié, alors que seuls les marchés proches de la côte étaient couverts par le passé.

On ne saurait nier le rôle essentiel joué par la filière de l'aquaculture pour atteindre ce résultat, cette activité étant passée d'opérations limitées au niveau des barrages à l'un des projets les plus importants rencontrant un véritable engouement auprès des jeunes entrepreneurs dans le cadre des divers dispositifs d'aide à l'emploi. Cette activité englobe actuellement divers types de plans d'eau (eau douce), les bassins d'irrigation agricole et les cages flottantes en mer.

L'Algérie compte actuellement 63 projets en phase d'exploitation liés à l'aquaculture "marine", dont 38 en pisciculture et 24 en conchyliculture, auxquels s'ajoute un projet en crevetteculture, réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé à Boumerdes, avec une capacité de production de 50 tonnes/an. L'expérience devra être généralisée au reste des wilayas. Ce secteur est devenu ainsi un des piliers sur lequel repose la sécurité alimentaire en Algérie, d'où la mise à disposition par l'Etat de plusieurs incitations, pour ne citer que la réduction de la TVA de 19% à 9%. Compte tenu de l'importance croissante accordée aux activités de pêche et d'aquaculture, l'accent a été mis sur la prise en charge de la ressource humaine en améliorant les conditions de travail et en assurant une couverture sociale à toutes les activités connexes.

Aujourd'hui, le pêcheur ainsi que l'ensemble des professionnels dans cette activité jouissent de tous leurs droits socio-professionnels, en ce sens qu'ils sont titulaires d'une carte professionnelle, ils bénéficient de l'assurance et d'une carte Chifa.

Agence

BRÈVE

Algérie-France

Arkab reçoit le président de l'Association France-Algérie et le directeur général d'Ardian

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu vendredi à Alger le président de l'Association France-Algérie et le directeur général de la société d'investissement privé "Ardian", a indiqué le ministère dans un communiqué. «Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu hier vendredi 26 août 2022, au siège de son département ministériel, le président de l'association France-Algérie, Monsieur Arnaud Montebourg et le directeur général d'Ardian, président du cercle de réflexion CapMena, Monsieur Francois Touazi», a fait savoir la même source. Les entretiens ont porté sur les perspectives de coopération dans le domaine technologique (hydrocarbures et mines) et les possibilités du financement des projets industriels, rapporte le communiqué.

Agence

Gaz, Mémoire, relations géo-économiques, digitales et immigration clandestine

Macron livre sa stratégie pour Alger

Arrivée jeudi dernier à Alger à la tête d'une forte délégation pour une visite d'Etat de trois jours, le Président français Emmanuel Macron a poursuivi hier vendredi son périple en se rendant au cimetière européen de Saint Eugène qui s'étend au pied de la Basilique Notre-Dame d'Afrique au sommet du quartier populaire de Bab El Oued à Alger.

ici, le Président français s'est rendu au chevet des soldats français et étrangers morts durant les différentes guerres et enterrés dans ce cimetière de Saint-Eugène, où il a observé une minute de silence à leur mémoire et entendu l'hymne national français. Après une longue tournée dans les couloirs du cimetière, le Président français s'est longuement exprimé aux médias, où le Chef d'Etat français a parlé de la Mémoire de la Guerre d'Algérie et de l'époque coloniale, tout comme il s'est exprimé au sujet du gaz algérien en ces temps de crise mondiale, des moyens de renforcer et consolider la coopération dans divers domaines, principalement concernant le secteur des hydrocarbures, les terres rares, les matériaux, les technologies modernes.

Le Président français, Emmanuel Macron veut bâtir une stratégie géo-économique avec l'Algérie. D'emblée, le Président français s'est exprimé au sujet de la Mémoire de la Guerre d'Algérie et de l'époque coloniale de 132 ans de la France en Algérie, où il a considéré que le temps est venu pour se réconcilier. Tout en évitant de livrer des réponses claires au sensible sujet de la reconnaissance de la France de son époque colonialiste en Algérie et de ses horribles et inhumains crimes de guerre qu'elle a commis contre le peuple algérien durant 132 ans d'occupation, le Président français a choisi la voie de la délicatesse pour parvenir à convaincre les Algériens.

« C'est une histoire d'amour qui, à part de tragique, il faut pouvoir se fâcher pour se réconcilier. Et moi j'essaie depuis que je suis Président de la République et même avant, de regarder notre passé en face. Je le fais sans complaisance, et donc j'entends souvent sur la question mémorielle, la question franco-algérienne, nous sommes comme sommet de permanence de choisir et il faut dire choisissez la fierté et la repentance. Moi, je veux la vérité et la reconnaissance sinon on n'avancera jamais », a-t-il répondu avant d'ajouter « Moi, je ne suis pas un enfant de la guerre d'Algérie, ma famille non plus, mais je sais une chose, la France ne peut pas avancer sans vous, avancer sur ce sujet et l'Algérie non plus, parce que nos histoires sont liées, parce que la place que représente l'Algérie avec le nombre de binationaux, de français d'origine algérienne, d'Algériens vivant en France.

Des millions de Françaises et Français de binationaux sont concernés par cette histoire, si j'ajoute à ça, des harkis et leurs descendants, des rapatriés et leurs descendants sont encore plus de deux millions de Français et c'est pareil pour l'Algérie, nous avons été ici pendant plus d'un siècle. Et donc, cette histoire on doit la regarder en face avec courage, avec lucidité et avec vérité et c'est ce que j'ai fait depuis cinq ans et je le fais d'abord avant tout pour la France, parce que c'est la matrice du problème mémoriel que nous avons avec tant et tant de pays », dira le Président français, Emmanuel Macron.

Le Chef d'Etat français a révélé la création d'une Commission mixte algéro-française chargée de faire un travail minutieux sur la mémoire de la Guerre d'Algérie. « Ce que nous avons acté ensemble hier avec le Pré-



■ Macron : «Moi, je veux la vérité et la reconnaissance sinon on n'avancera jamais». (Photo: DR)

sident Tebboune, c'est une avancée à mes yeux qui est historique aussi parce que pour la première fois ensemble, on a dit que nous allons mandater une commission mixte d'historiens, cinq à six historiens de chaque côté. On va leur ouvrir la totalité des archives qui étaient jusqu'à présent fermés, le Président Tebboune m'a dit j'ouvre les miennes. Et de la période 1830 jusqu'à la fin de la guerre de pouvoir donner à cette commission la possibilité de pouvoir travailler surtout. Les premiers temps de la colonisation avec leur dureté et leur brutalité avec

Il y a des pays qui sont beaucoup plus dépendant du gaz et en particulier du russe et c'est là qu'il faut faire un effort collectif, et c'est dans ce dans cas-là qu'il y a un projet de sobriété. Dans ce cadre, nous ne sommes pas en compétition avec l'Italie et j'en remercie l'Algérie. L'Algérie dit j'augmente les volumes qui passent par le Gazoduc entre l'Algérie et l'Italie parce qu'il n'est pas à plein, il y a une marge d'augmentation qu'on peut l'augmenter à 50% comparant aux capacités d'aujourd'hui. Ça c'est une très bonne chose, c'est bon pour l'Italie, donc c'est bon pour l'Europe, donc c'est bon pour nous, parce que ça va améliorer la diversification de l'Europe, et donc, se faisant, de nous protéger de tout les alliages politiques », dira Emmanuel Macron au sujet du gaz algérien.

ces événements si importants pour la nation algérienne sur lesquels il faut revenir. Et donc, on va laisser les historiens travailler et on va leur demander de nous donner les travaux d'ici un an et ensuite nous jalonnons ce travail avec des gestes communs. Ça je crois que c'est une avancée considérable pour ce travail de vérité et de reconnaissance qui est un des seuls qu'on peut construire à l'avenir sinon on pagaille en permanence », c'est ce qu'a révélé hier le Président français dans sa déclaration aux médias à Alger.

L'immigration clandestine, les grandes attentes françaises d'Alger

Abordant le sujet de l'immigration clandestine et les visas, le Président français paraît très inquiet face à la croissance dramatique de ce phénomène qui cible particulièrement le vieux continent, et qui par conséquent à engendrer une diminution sur les livraisons des visas pour les ressortissants maghrébins y compris algériens. A Alger, Emmanuel Macron espère trouver une coopération efficace et cruciale de la part de l'Algérie compte tenue de sa dimension et de ses capacités avérées qui peuvent grandement abaisser le phénomène de l'immigration clandestine vers l'Europe, tout comme

il est à Alger pour expliquer la politique française de l'immigration choisie.

« C'est un sujet sensible et j'en ai déjà parlé longuement avec le Président algérien, et on a demandé à nos ministres de travailler davantage. Si on ne veille pas avec beaucoup, à la fois de précaution, d'exigence et de délicatesse commune, on peut conduire à des malentendus », a expliqué le Président français dans ses propos livrés hier aux médias à Alger.

« Je crois que nous partageons la même volonté, d'abord celle véritablement d'avoir une politique commune pour lutter contre l'immigration clandestine. Je le dis parce que de l'autre rive, il faut comprendre les contraintes, c'est trop compliqué d'expliquer aux Françaises et Français pourquoi on a diminué les livraisons des visas, et en même temps il y a plus de l'immigration clandestine. Et dans le même temps, il y a des tas de famille qui vivent des destins partagés et qui sont les victimes en quelque sorte de politique qu'on doit prendre à ce moment-là. Donc, ce que nous avons décidé de travailler ensemble et avec aussi une certaine confiance collective. On va être très rigoureux pour ensemble lutter contre l'immigration clandestine et les réseaux. Pour prévenir et accompagner plus efficacement et nous souhaitons avoir une approche beaucoup plus souple sur l'immigration choisie, c'est-à-dire les familles de binationaux, si des artistes, entrepreneurs, sportifs, politiques qui nourrissent les relations bilatérales. Dans ce cadre-là, nous souhaitons améliorer les délais et en effet, si nous simplifions un peu nos procédures, nous aurons une visibilité plus rapide et d'éviter d'engager trop de frais qu'on doit ensuite rembourser. C'est un sujet sur lequel nous avons longtemps longuement parlé hier jusqu'au milieu de la nuit avec le Président et sur lequel nous avons mandaté nos ministres et donc qui va avancer pour les prochaines semaines et mois », a souligné le Président français avant d'ajouter : « On souhaite le faire dans un esprit très partenarial avec beaucoup de délicatesse, nous souhaitons améliorer la coopération pour lutter contre l'immigration clandestine, pour mieux lutter contre celles et ceux qui troublent l'ordre public et qui sont perçus comme dangereux et je crois que c'est notre volonté commune. Mais surtout on va clarifier notre approche commune de l'immigration clandestine pour être beaucoup plus opératif et efficace dans la lutte contre les trafics et les personnes dangereuses et pour être beaucoup proactif pour les binationaux », c'est ce qu'a déclaré le Président français.

Les remerciements de Macron au gaz algérien

Parlant du gaz, le Président français a indiqué que son pays, la France, est moins impacté par l'opération militaire russe en

Ukraine et par l'alimentation du gaz par rapport à beaucoup d'autres pays européens qui sont les moins chanceux et qui dépendent, presque entièrement, du gaz russe. Toutefois, Emmanuel Macron a déclaré la grande importance que joue le gaz algérien pour alimenter l'Europe. L'Algérie est considérée par le Président français tout comme toute l'Europe comme un pays clé pour de nombreux problèmes, notamment l'alimentation en gaz naturel, liquéfié, la lutte contre l'immigration clandestine, le terrorisme aussi, et surtout un partenaire de haute gamme dans d'autres domaines stratégiques. « La France dépend peu du gaz dans son mixte énergétique à hauteur de près 20% et dans cet ensemble l'Algérie représente 8 à 9%, nous ne sommes pas dans la situation de beaucoup d'autres pays où le gaz algérien à quelque chose qui peut changer la donne. La coopération franco-algérienne n'est pas de nature à changer la donne et à nous permettre de diversifier davantage compte tenue de la structure même de notre relation sur ce sujet. Par contre, je pense que c'est une très bonne chose qui est une coopération accrue et plus de volume à travers le Gazoduc italien. Parce que j'essaie de clarifier les choses, nous on ne va pas avoir de problème parce que nous dépend un peu de gaz, nous avons un seul grand Gazoduc avec le Norvège, on a accru les volumes qui passent par ce Gazoduc, on a diversifié les choses et on est en train d'avoir un nouveau terminal, on a sécurisé nos volumes et on est à plus de 80% de nos stocks. Donc, pour les Franco-Français les choses vont bien se passer pour cet hiver, le sujet est européen et la solidarité européenne. Et donc, à ce moment-là cette solidarité européenne elle est nécessaire, il y a des pays qui sont beaucoup plus dépendant du gaz et en particulier du russe et c'est là qu'il faut faire un effort collectif, et c'est dans ce cas-là qu'il y a un projet de sobriété. Dans ce cadre, nous ne sommes pas en compétition avec l'Italie et j'en remercie l'Algérie. L'Algérie dit j'augmente les volumes qui passent par le Gazoduc entre l'Algérie et l'Italie parce qu'il n'est pas à plein, il y a une marge d'augmentation qu'on peut l'augmenter à 50% comparant aux capacités d'aujourd'hui.

Ça c'est une très bonne chose, c'est bon pour l'Italie, donc c'est bon pour l'Europe, donc c'est bon pour nous, parce que ça va permettre d'améliorer la diversification de l'Europe, et donc, se faisant, de nous protéger de tout les alliages politiques », dira Emmanuel Macron au sujet du gaz algérien. En revanche, le Président français veut élargir le partenariat entre les deux géants du domaine des hydrocarbures, Total Energie côté français et Sonatrach côté algérien, peut-être que la France veut détrôner l'Italie dans ce domaine, où la présence de l'ENI italien est de plus en plus élargie en Algérie. « Nous ce qu'on veut engager avec l'Algérie, c'est d'avoir consolidé un partenariat qui existe entre nos grands industriels. Total Energie et Sonatrach ont un partenariat, je souhaite qu'on continue de le développer que ce soit un partenariat industriel et de recherche. Des partenariats économiques sur les matériaux et terres rares, qui, vraiment est un immense levier géopolitique entre l'Algérie et la France. Puis sur le plan économique, on va aussi diversifier sur les sujets d'innovation, pour moi le grand pacte que je veux ouvrir pour la jeunesse, des sujets d'innovations et de digitales sont clés, c'est pour ça que j'ai lancé ce fonds lors du Sommet des deux Rives qui va permettre à nos entrepreneurs et diasporas à porter des projets en Algérie, former la jeunesse et faire un grand incubateur du numérique pour permettre de développer des projets », dira le Président français lors de sa visite hier au cimetière européen de Saint-Eugène à Alger.

INFO EXPRESS

**Feux de forêt
Départ d'une caravane
de solidarité vers
El-Tarf et Souk Ahras**

Une caravane de solidarité initiée par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, chargée d'aides humanitaires destinées aux familles sinistrées des feux de forêt à El-Tarf et Souk Ahras s'est ébranlée jeudi dernier depuis Alger vers ces deux wilayas.

Le coup d'envoi de cette caravane de solidarité a été donné par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, depuis Dar El-Imam à El-Mohammadia.

A cette occasion, le ministre a fait savoir que cette caravane avait été organisée par les mosquées à travers le Conseil de «Souboul El Khairat d'Alger et de plusieurs autres wilayas», rappelant que «des caravanes similaires ont été déjà envoyées aux wilayas sinistrées».

Cette caravane est composée de 8 camions chargés de denrées alimentaires et de couvertures qui seront distribuées en coordination avec les autorités locales de la wilaya de Souk Ahras, a-t-il précisé, affirmant que l'opération «se poursuit» jusqu'à la fin de cette crise.

M. Belmehdi a salué, par ailleurs, l'élan de solidarité des Algériens durant ces incendies, une «preuve du bien enraciné dans la société», dira-t-il. Le ministre a prié Allah d'entourer les chouchous de ces incendies de sa sainte miséricorde et souhaité prompt rétablissement aux blessés. ■

Solidarité

Ooredoo apporte son soutien aux sinistrés des incendies de forêt de Souk-Ahras

Poursuivant ses actions de solidarité avec les sinistrés des incendies de forêt qui ont touché certaines régions de l'Est du pays, Ooredoo, société citoyenne et socialement responsable, a organisé le jeudi 25 août 2022, en partenariat avec l'Association algérienne de bénévolat, une opération de distribution d'effets de première nécessité aux familles victimes dans la wilaya de Souk Ahras.

La remise de cette aide humanitaire d'urgence a été organisée au niveau de la commune de Zaarouria dans la wilaya de Souk Ahras, en présence des représentants des autorités locales, de Ooredoo et de l'Association algérienne du bénévolat. Lors de cette visite de solidarité, la délégation composée de M. Ramdane Djezairi, directeur des affaires corporatives à Ooredoo et des représentants



de l'Association nationale du volontariat, a été reçue au siège de la wilaya de Souk Ahras, par les autorités locales, à leur tête Monsieur le wali, Lounès Bouzegza qui a salué cette initiative citoyenne de Ooredoo et souligné son engagement indéfectible aux cotés de société civile. Pour rappel, cette initiative citoyenne intervient au lendemain du lancement de la caravane de solidarité en faveur des sinistrés de la wilaya de El-Tarf, composés d'un important lot de mé-

dicaments et de produits pharmaceutiques pour le traitement des brûlés remis à l'hôpital d'El-Tarf avec la participation de la Fondation Ness El Khir ainsi que la remise de matelas et des couvertures aux sinistrés des régions d'El Malha et El Kala, en collaboration avec l'Association nationale du volontariat. A travers cette opération citoyenne de solidarité, Ooredoo confirme une fois de plus son engagement actif au sein de la société algérienne.

OPEP

Réunion le 5 septembre prochain

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a indiqué que les pays de l'OPEP+ se réuniront le 5 septembre prochain pour évaluer les développements récents du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme. Il sera également question de définir une approche commune pour les prochains mois qui permettra de consolider les efforts consentis par l'OPEP et ses partenaires de la Déclaration de coopération afin d'assurer la stabilité du marché pétrolier international. M. Mohamed Arkab a

rappelé que cette importante réunion coïncide à quelques jours près avec le 6^e anniversaire de l'Accord d'Alger qui est la base de la Déclaration de coopération entre l'OPEP et ses partenaires non OPEP. Depuis lors, l'Algérie s'est distinguée par un strict respect de ses engagements mensuels de limitation de la production et par une participation active et constructive aux décisions prises au sein de la Déclaration de coopération.

Le ministre de l'Energie et des Mines s'est dit contrarié par la forte volatilité des prix du pétrole

observée depuis plusieurs semaines qui ne reflète pas un changement majeur des fondamentaux du marché pétrolier mais qui repose sur une anticipation excessive des craintes liées au ralentissement de la croissance économique et de la demande mondiale de pétrole sur les marchés financiers. L'Algérie se tient prête, avec l'ensemble de ses partenaires de l'OPEP+, à prendre les mesures nécessaires afin de maintenir la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international. ■

Accidents de la route en zones urbaines

11 décès et 453 blessés en une semaine

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 453 autres ont été blessés en une semaine dans des accidents de la route survenus en zones urbaines, indique, jeudi, un communiqué de la Sûreté nationale. Le bilan des accidents de la route enregistrés pendant la période allant du 16 au 22 août fait état d'une hausse du nombre des accidents (+37) et des blessés

(+59) et d'une baisse du nombre de morts (-02), par rapport aux statistiques de la semaine passée. Selon la même source, le facteur humain reste la principale cause de ces accidents à plus de 97%, notamment en raison du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, l'excès de vitesse et au manque de concentration au volant ainsi que

d'autres raisons liées à l'état du véhicule. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, les invitant à redoubler de vigilance sur les routes. Elle rappelle que le numéro vert (15-48) et le numéro de secours (17) restent à la disposition des citoyens 24/24h. ■

DGSN

Appel au public au sujet d'une femme impliquée dans plusieurs affaires criminelles

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé un appel au public au sujet d'une femme impliquée dans plusieurs affaires criminelles, invitant toute personne ayant eu affaire à elle ou l'ayant vu à se rapprocher des services concernés à Alger, in-

diquant jeudi un communiqué des services de la Sûreté nationale. «Conformément aux dispositions de l'article 17 du Code de procédure pénale et en application du mandat délivré par le parquet de la République près le tribunal d'El Harrach (Alger), la DGSN

porte à la connaissance des citoyens que la dénommée H.M.A est suspectée dans plusieurs affaires criminelles», lit-on dans cet appel joint d'une photo de la femme en question. A cet effet, la DGSN a invité «toute personne ayant eu affaire à elle ou l'ayant

vu à se rapprocher de bureau du juge d'instruction (première chambre) du tribunal d'El Harrach ou du commissariat le plus proche à travers le territoire national pour fournir des informations utiles à l'enquête», conclut le communiqué. ■

INFO EXPRESS

**Covid-19
Un million de décès dans le monde depuis janvier**

La pandémie de Covid-19 a fait un million de décès dans le monde depuis janvier, a indiqué jeudi l'OMS, qui appelle les gouvernements à accélérer la vaccination alors qu'un tiers de la population mondiale n'est pas vaccinée.

«Nous avons dépassé le jalon tragique d'un million de décès dus au Covid-19 depuis le début de l'année», a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse.

Il a demandé aux gouvernements de tous les pays de redoubler d'efforts pour vacciner tous les travailleurs de la santé, les personnes âgées et les autres personnes les plus exposées, afin d'atteindre une couverture vaccinale de 70% pour l'ensemble de la population.

En janvier de cette année, l'OMS, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et leurs partenaires ont créé le Partenariat pour la fourniture du vaccin contre le Covid-19 (CoVDP), dans le but de faciliter la distribution des doses dans 34 pays dont la couverture vaccinale était inférieure à 10%, tous sauf six se situant en Afrique.

Désormais, s'est réjoui le Dr Tedros, seuls 10 pays ont encore une couverture inférieure à 10%. «Cependant, il reste encore beaucoup à faire», a-t-il dit. Selon le patron de l'OMS, un tiers de la population mondiale n'est toujours pas vaccinée, dont deux tiers du personnel de santé et trois quarts des personnes âgées dans les pays à faible revenu. Selon les dernières statistiques de l'OMS, la pandémie de Covid-19 est responsable de 6,45 millions de décès dans le monde depuis que les premiers cas sont apparus fin 2019 dans la région de Wuhan en Chine. ■

ONU

La politique d'obstination et d'expansion de l'occupant marocain dénoncée

Le Front Polisario a appelé le Conseil de sécurité à mettre un terme à la politique d'obstination et d'expansion adoptée par l'Etat d'occupation marocain.

Dans une déclaration sanctionnant la réunion du Bureau permanent du Secrétariat national, présidée par le Président de la République sahraoui et le Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, le Bureau a renouvelé



■ Mettre un terme à la politique d'hostilité du Makhzen contre le Front Polisario.

sa condamnation de la politique d'obstruction et d'obstination adoptée par l'Etat d'occupation marocain.

Il a, à cet égard, mis en garde contre l'inertie du Conseil de sécurité qui est censé mettre un terme à la politique d'hostilité et d'expansion menée par le Makhzen, une politique qui

mettra la région dans un état de tension et d'instabilité, rapporte l'agence de presse sahraoui (SPS).

A cette occasion, le Bureau permanent a réaffirmé la disposition du Front Polisario à adhérer aux efforts des Nations unies et à collaborer avec l'envoyé personnel onusien en vue

de permettre à l'organisation internationale de mettre en application sa mission de décolonisation de la dernière colonie en Afrique. Afin d'y parvenir, le Bureau a demandé au Conseil de sécurité d'assumer sa pleine responsabilité, soulignant, à ce propos, le rôle que doivent accomplir certaines forces

influentes au sein du Conseil afin d'instaurer une paix juste et durable, consacrant le

droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, a indiqué l'agence SPS.

Wencesland

Les colonies sont un obstacle pour la paix

Le coordonnateur des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wencesland, a déclaré que toutes les colonies sont illégales au regard du droit international et constituent toujours un obstacle majeur à la paix. Wencesland, dans une réunion du conseil de sécurité lors de sa session pour discuter la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, il a souligné la poursuite des activités de colonisation israéliennes, en plus des démolitions et des expulsions. «Au cours du mois dernier, les autorités d'occupation israéliennes ont démolé, saisi ou forcé leurs propriétaires à démolir 78 bâtiments appartenant à des Palestiniens dans la zone C et 18 à Jérusalem-Est, déplaçant environ 103 Palestiniens, dont 50 enfants», a-t-il expliqué.

Il a ajouté que les démolitions ont été effectuées en raison du manque de permis de construire israéliens, qui sont presque impossibles à obtenir pour les Palestiniens. Wencesland a appelé les autorités d'occupation à mettre fin à la

démolition de propriétés appartenant à des Palestiniens ainsi qu'au déplacement et à l'expulsion de Palestiniens.

Par ailleurs, il a exprimé son inquiétude par l'annonce récente du ministère israélien de l'Éducation selon laquelle il avait donné des instructions pour cesser d'accorder des licences permanentes à six écoles palestiniennes de Jérusalem-Est occupée, mentionnant «si une solution n'est pas trouvée, plus de 2 000 étudiants seront concernés».

Wencesland a exposé la fermeture des bureaux de sept organisations de la société civile palestinienne par les forces d'occupation israéliennes, dans la ville de Ramallah.

Wencesland a noté que les événements des dernières semaines ont montré une fois de plus que la gestion des conflits ne se substitue pas à un véritable processus politique.

Les colons de l'entité sioniste attaquent presque au quotidien la mosquée d'Al Aqsa et Al Qods, avec la complicité du président du Comité Al Qods, le roi du Maroc.

Palestine

Une marche provocante des colons dans Al Qods

Des dizaines de colons ont pris d'assaut, jeudi soir, la vieille ville de Jérusalem occupée, au milieu d'un déploiement massif de la police d'occupation israélienne, d'après la correspondante de Wafa. Elle a ajouté que les colons ont pris d'assaut la vieille ville avec une marche provocante, effectuant des rituels talmudiques. Elle a souligné que la police d'occupation a forcé les commerçants à fermer leurs magasins, en préparation d'une autre marche provocante des colons. Des dizaines de militants pro-Palestine se sont récemment rassemblés dans la ville de Saint Paul, la capitale de l'État du Minnesota, exigeant que l'État se désinvestisse d'Israël. Le site Web «Fight Back News» a rapporté que plus de 40 manifestants se sont rassemblés mardi devant le ma-

noir du gouverneur, qui abrite le gouverneur Tim Walz, exigeant que le Conseil d'investissement de l'État du Minnesota (SBI) vende ses parts dans des sociétés israéliennes. Initié par le Comité anti-guerre (AWC), le rassemblement a eu lieu la veille de la réunion d'août du SBI du Minnesota afin de sensibiliser à l'état des participations du Minnesota dans diverses sociétés israéliennes, notamment Systems Elbit. Le site Web a souligné que Systems Elbit est une entreprise de fabrication d'armes et de cyber sécurité qui annonce ses produits comme «testés sur le terrain». Ils sont «testés sur le terrain» sur des Palestiniens en Palestine occupée, où les forces d'occupation israéliennes les déploient contre des manifestants, des organisations de défense des

droits civiques, des familles dont les terres sont saisies illégalement par l'occupation et contre des enfants dans la prison à ciel ouvert de Gaza. Rien que la semaine dernière, Israël a mené des raids militaires contre sept organisations de la société civile (OSC) en Palestine.

La représentante de l'AWC, Erin Stene, a déclaré : «Ces sept groupes humanitaires défendent les femmes, les enfants et les agriculteurs palestiniens ; documenter les infractions aux droits de l'Homme et renforcer la démocratie. En pillant et en interdisant ces organisations, Israël essaie frénétiquement de démanteler la société palestinienne. En investissant les fonds de pension des habitants du Minnesota dans des obligations, des banques et des entreprises israéliennes, le

Conseil des investissements de l'État du Minnesota est complice de l'assaut lâche et de l'oppression du peuple palestinien par Israël, note-t-on, par ailleurs. Le site Web a également souligné que Systems Elbit est également l'architecte en chef du mur d'apartheid israélien en Palestine et est maintenant engagé pour construire le mur frontalier raciste entre le Mexique et les États-Unis initié par Donald Trump et terminé par Joe Biden. Comme l'a dit Mari Hernandez, membre du Comité d'action pour les droits des immigrants du Minnesota, dans un discours, lorsque les immigrants approchent de la frontière, l'une des premières choses qu'ils voient «est une tour de sécurité Elbit Systems qui se dresse à 160 pieds au-dessus d'eux».

contribution

Visite du Président Emmanuel Macron en Algérie

Face aux nouvelles tensions géostratégiques mondiales, un monde incertain, revisiter l'Histoire et préparer entre l'Algérie et la France ensemble, l'avenir

C'est que l'ère des confrontations n'a eu cours que parce que les extrémismes ont prévalu dans un environnement fait de suspicion et d'exclusion. Connaître l'Autre, c'est aller vers lui, c'est le comprendre, mieux le connaître et non lui imposer un schéma social contraire à ses valeurs. Dans plusieurs rapports entre 2018/2022, les autorités tant américaines qu'euro-péennes, russes et chinoises, ont tenu à souligner qu'avec les tensions au niveau de la région, les autorités algériennes contribuent à la stabilisation de son voisinage immédiat, notamment au Sahel, et que l'Algérie demeure un acteur-clé au niveau régional. L'effort continu, de modernisation des équipements, ainsi que les nombreux effectifs de sécurité dont l'Algérie dispose, ont permis au pays de contrer de façon efficace les menaces terroristes, notamment avec les crises libyenne et malienne.

Dans le domaine économique, tous les pays, tout en respectant les accords internationaux, protègent une partie de leur production nationale grâce à l'État stratège et régulateur en économie de marché, pouvant détenir des minorités de blocage dans des segments stratégiques, à ne pas confondre avec le retour à l'État gestionnaire, comme le montre avec l'actuelle crise mondiale, les décisions récentes de bon nombre de pays développés et émergents.

Dans ce cadre, l'Algérie entend lever les obstacles qui bloquent l'attrait de l'investissement étranger par la lutte contre la bureaucratie et la corruption qui freinent l'attrait de l'investissement, tant local qu'étranger. Sur le plan énergétique, au travers du GNL et des canalisation Medgaz et Transmed, l'Algérie est un acteur stratégique pour l'approvisionnement en énergie tant de la France que de l'Europe (voir sur ce sujet notre interview au quotidien français Le Monde.fr 04 mars 2022). L'essentiel pour l'Algérie est de favoriser une accumulation de savoir-faire managérial et technologique, grâce à un partenariat gagnant-gagnant, l'État pouvant détenir des minorités de blocage pour des segments stratégiques, l'objectif étant une valeur ajoutée interne positive, afin de mettre fin à la faiblesse du tissu productif, l'économie algérienne étant une économie foncièrement rentière: 98% d'exportations sont issues d'hydrocarbures bruts et semi-bruts, et plus de 80% des besoins des entreprises et des ménages sont couverts par les importations.

Pour éviter les erreurs du passé, la leçon à retenir, c'est que les nouvelles relations internationales ne se fondent plus essentiellement sur des relations personnalisées entre chefs d'État ou ministres, mais sur des réseaux décentralisés, par l'implication des entreprises et de la société civile qui peuvent favoriser la coopération. Il ne faut pas être utopique et être réaliste.

Dans la pratique des affaires, il n'y a pas de fraternité, de sentiments et l'Algérie doit privilégier uniquement ses intérêts, comme c'est le cas de la France, car les opérateurs - qu'ils soient arabes, algériens chinois, russes, français ou

Le Président Emmanuel Macron est en visite en Algérie. Espérons que cette visite permettra de promouvoir l'esprit de paix, d'amitié, d'excellence, d'ouverture d'esprit et d'unité entre nos deux pays, tous deux acteurs stratégiques du pourtour méditerranéen, une mer qui, depuis 3.000 ans, a vu la naissance de grandes civilisations, religions, cultures et traditions.

américains - étant mus par la logique du gain, ils iront là où les contraintes sociopolitiques et socio-économiques sont mineures, leur objectif étant de réaliser le profit maximum. Sous réserve d'une meilleure gouvernance, de la valorisation du savoir - richesse bien plus importante que toutes les réserves d'hydrocarbures - et de la levée des contraintes d'environnement, ainsi qu'avec une plus grande visibilité et cohérence de sa politique socio-économique, et en évitant l'instabilité juridique et monétaire, l'Algérie a les potentialités pour passer d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures et devenir un pays pivot au sein de l'espace euro-méditerranéen et africain. L'attractivité du marché algérien découle des avantages comparatifs suivants: la proximité géographique des marchés potentiels d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient; la taille du marché intérieur estimée à plus de 45 millions de consommateurs; des richesses naturelles importantes; des ressources humaines; un endettement extérieur inférieur à 6 milliards de dollars; des réserves de change - bien qu'en baisse - de 44 milliards de dollars à la fin de 2021, des recettes en devises qui devraient dépasser en 2022 50 milliards de dollars.

N'oublions pas le nombre de résidents d'origine algérienne dans le monde, et notamment en France. Quel que soit le nombre, la diaspora est un élément essentiel du rapprochement entre l'Algérie et la France, du fait qu'elle recèle d'importantes potentialités intellectuelles, économiques et financières. La promotion des relations entre l'Algérie et sa communauté émigrée doit mobiliser à divers stades d'intervention l'initiative de l'ensemble des parties concernées, à savoir le gouvernement, les missions diplomatiques, les universités, les entrepreneurs et la société civile.

Des stratégies d'adaptation sécuritaire, politique, culturel, social et économique deviennent nécessaires face à un monde qui subit une profonde reconfiguration géostratégique avec le poids croissant des pays du Brics, 25% du PIB mondial et plus de 40% de la population mondiale couplé au réchauffement climatique, qui ne sera plus jamais comme avant (voir Pr Abderrahmane Mebtoul contribution au site parisien AfricaPresse et Financial Afrik du 04/5 août 2022 et interview le 20 août 2022 à la télévision internationale Alg24 New's). En ce moment de tensions géostratégiques en Ukraine, les tensions USA/chine concernant Taiwan, bon nombre de conflits régionaux, le rapprochement entre de nos deux pays est nécessaire pour une intensification de la

coopération entre la France et l'Algérie via l'Europe, à la mesure du poids de l'histoire qui nous lie. Au niveau mondial, nous assistons à l'évolution d'une vision purement matérielle, caractérisée par des organisations hiérarchiques rigides, à un nouveau mode d'accumulation fondé sur la maîtrise des connaissances, des nouvelles technologiques et des organisations souples en réseaux comme une toile d'araignée à travers le monde, avec des chaînes mondiales segmentées de production où l'investissement, en avantages comparatifs, se réalise au sein de sous-segments de ces chaînes. Comme le note justement mon ami Jean-Louis Guigou, président de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, à Paris), il faut faire comprendre que, dans l'intérêt tant des Français que des Algériens - et plus globalement des Maghrébins et des Européens ainsi que de toutes les populations sud-méditerranéennes -, les frontières du marché commun de demain, les frontières de Schengen de demain, les frontières de la protection sociale de demain, les frontières des exigences environnementales de demain... doivent être au sud du Maroc, au sud de la Tunisie et de l'Algérie, et à l'est du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de la Turquie, passant par une paix durable au Moyen-Orient. Plus précisément, l'Algérie et la France présentent l'une et l'autre des atouts et des potentialités pour la promotion d'activités diverses et cette expérience peut être un exemple de ce partenariat global devenant l'axe privilégié du rééquilibrage du sud de l'Europe, par l'amplification et le resserrement des liens et des échanges sous différentes formes. Comme je l'ai fortement souligné lors du sommet de la société civile qui est au centre de la coopération euro-méditerranéenne et euro africaine tenue à Marseille le 24 juin 2019, où j'ai présidé la délégation algérienne et ayant donné une conférence sur les enjeux géostratégiques en Méditerranée en présence de Mr le président Emmanuel MACRON, représentant l'Algérie en tant que président de la commission transition énergétique des 5+5 + Allemagne qui a réuni les ministres des affaires étrangères dont l'Algérie, le FMI, la Banque mondiale et les représentants de la commission européenne, il s'agit, en ce monde impitoyable où toute nation qui n'avance pas recule, de préparer ensemble l'avenir par le respect mutuel. Chacun défendant ses intérêts propres, tout en sauvegardant la stabilité de la région, nos deux pays doivent avoir une vision commune de leur devenir, nous imposant d'entreprendre ensemble et ce afin de contribuer ensemble à la stabilité régionale et au co-développement

grâce au dialogue des cultures et la tolérance sources d'enrichissement mutuel, les peuples musulmans et juif ayant eu une longue histoire de cohabitation pacifique. Tout en évitant d'instrumentaliser l'histoire, n'ayant de leçons de patriotisme à recevoir de personne, étant issu d'une grande famille de révolutionnaires, feu mon père ayant été emprisonné entre 1958/1962 à El Harrach et Lambèse, et ayant contribué entre 1970 à 2022 modestement à travers les différentes fonctions que j'ai eu à exercer au redressement national, il s'agit aujourd'hui - comme je l'ai souligné il y a quelques années (2014) lors d'une conférence, au Sénat français, à l'invitation de mon ami Jean-Pierre Chevènement, ancien président de l'association Algérie-France et grand ami de l'Algérie - de dépassionner les relations afin de favoriser la stabilité des deux rives de la Méditerranée, et l'Afrique continent à enjeux multiples en ce XXIème siècle, l'Algérie étant un pays pivot au sein de cet espace, (Mebtoul American Herald Tribune USA 11 aout 2018) et de préparer ensemble notre avenir à l'horizon 2025/2030.

En conclusion, depuis des années, l'épanouissement de la relation «stratégique approfondie» entre l'Algérie et la France est systématiquement entravée, pour des «raisons» obscures, de puissants lobbies ne voulant pas d'une relation apaisée entre l'Algérie et la France. Les tensions géostratégiques au niveau de la région impose une coordination existant un lien dialectique entre développement et sécurité(voir nos deux interviews à la télévision internationale ALG24 New 's 04 et 20 aout 2022) et la revue Poilitis El Moudjahid du 24 aout 2022 qui a consacré ce numéro aux relations internationales, deux contributions du professeur Abderrahmane Mebtoul sur la nouvelle carte géostratégique mondiale 2022/2030). Comme je l'ai souligné avec force dans mon interview donnée le 28 décembre 2016 aux États-Unis, à l'American Herald Tribune toute déstabilisation de l'Algérie aurait des répercussions géostratégiques négatives sur l'ensemble de la région méditerranéenne et africaine. Espérons un climat apaisé entre l'Algérie et la France, où reconnaissance du fait colonial est nécessaire sans oublier la décontamination nécessaire à la suite des essais nucléaires français, où la responsabilité française est entière, comme cela a été souligné récemment par le chef d'état-major de l'ANP, devant entreprendre ensemble dans le cadre du respect mutuel. Pour ma part, j'ai toujours souligné que l'Algérie entend ne pas être considérée sous la vision d'un simple marché et qu'il faille favoriser un partenariat gagnant-gagnant, devant revisiter l'histoire et préparer ensemble l'avenir face aux nombreux défis géostratégiques, l'élément culturel étant important pour dépassionner les relations Et c'est dans ce cadre que doit rentrer la coopération entre l'Algérie et la France, loin de tout préjugé et esprit de domination.

Professeur des universités Expert international Abderrahmane Mebtoul

INFO EXPRESS

Projets de développement à Khenchela

Accélérer la cadence

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a exhorté l'ensemble des secteurs concernés par la finalisation des projets de développement à Khenchela à «accélérer» la cadence des travaux afin de répondre aux préoccupations des citoyens de cette wilaya de l'Est du pays, indique un communiqué des services du Premier ministre.

«Dans le cadre du suivi de l'exécution des décisions de Monsieur le Président de la République données lors du Conseil des ministres du 19 mai 2022, le Gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire sur l'état d'avancement de la concrétisation du programme complémentaire de développement décidé au profit de la wilaya de Khenchela», souligne le communiqué sanctionnant une réunion du Gouvernement présidée par M. Benabderrahmane. A ce titre, «le Premier ministre a demandé à l'ensemble des secteurs concernés par la finalisation des projets de développement, d'accélérer la cadence des travaux afin de répondre aux préoccupations des citoyens de cette wilaya», a précisé le communiqué.

Guelma

Un bus de voyageurs en direction de Tunis prend feu

Pas moins de 46 voyageurs ont miraculeusement échappé à une mort certaine suite à un incendie qui s'est déclaré dans le moteur du bus qui les transportait de Guelma vers Tunis, sur la RN-16, au niveau du village de Tihmimine, commune de Mdzaz Essfa.

Les passagers, clients d'une agence de voyage se dirigeaient en touristes vers le pays voisin lorsque le bus de type HIGER a pris feu aux premières heures de ce jeudi. Alertés, les éléments de la Protection civile qui sont aussitôt intervenus, à 1h55, ont pu mettre les voyageurs à l'abri du feu, alors que le véhicule a été totalement en proie aux flammes.

Fort heureusement, aucune perte humaine n'a été enregistrée, les voyageurs ayant quitté le bus dès les premiers instants de l'incendie.

Feux de forêt

Une caravane de solidarité de Touggourt pour Souk Ahras

Une caravane de solidarité s'est ébranlée jeudi depuis Touggourt pour acheminer des aides aux familles sinistrées, suite aux feux de forêt enregistrés dans la wilaya d'El-Tarf, a-t-on appris des organisateurs.



Initiée par l'association locale «Errahma» de solidarité sociale, la caravane qui achemine des dons de bienfaiteurs de la région est composée d'une quantité importante de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques,

utilisés notamment pour le traitement des brûlures, a affirmé à l'APS le président de l'association, Abdeljalil Lamarat. L'initiative fait partie des actions menées par l'association afin de contribuer aux efforts de solidarité

avec les familles sinistrées, a-t-il souligné. Dans le cadre de l'élan de solidarité envers les sinistrés des incendies qui ont touché certaines wilayas dans l'Est du pays, plusieurs associations caritatives à

Touggourt se mobilisent pour collecter des dons, denrées alimentaires, matelas, couvertures, médicaments et autres, afin d'organiser une action de solidarité d'envergure.

Khenchela

Exportation d'un premier lot de biscuit vers la Tunisie

Un premier lot de 49 tonnes de biscuit, fabriqué par une unité industrielle de statut privé implantée dans la wilaya de Khenchela a été expédié mercredi vers la Tunisie, via le poste frontalier de Bouchebka (wilaya de Tébéssa), en présence du chef de l'exécutif de la wilaya et des acteurs économiques de la région. Une deuxième opération d'exportation de ce produit est prévue au mois de septembre prochain, a indiqué le directeur du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya, Mohamed Belaribi, ajoutant que cette dernière devra bénéficier des avantages du couloir vert pour permettre à la marchandise d'arriver à sa destination dans les délais.

Le chef de l'exécutif local a déclaré à l'APS que la présence des autorités locales au lancement de cette opération intervient «comme un encouragement aux gestionnaires de l'entreprise exportatrice pour redoubler les efforts en vue de produire et exporter des quantités importantes de biscuit vers le marché africain et affirmer également le soutien et l'accompagnement de l'Etat aux investisseurs, notamment les jeunes».

Le même responsable a indiqué que les autorités locales sont aux côtés de l'entreprise exportatrice et offrent toutes les facilités «en vue de faire passer le message aux autres investisseurs locaux et les incitant à œuvrer pour aller au monde de l'exportation hors hy-



drocarbures et promouvoir l'économie nationale».

Il a ajouté que la wilaya de Khenchela constitue ces derniers temps «une destination privilégiée pour l'investissement, compte tenu de ces potentialités prometteuses dans plusieurs domaines vitaux comme l'industrie et l'agriculture». Il a insisté également sur l'importance de booster le dynamisme économique dans cette wilaya à travers la création de richesse et la création de postes de travail et l'encouragement des investisseurs à accéder au monde de l'exportation. De son côté, le directeur du commerce et de la promotion des exportations a indiqué à l'APS que

ses services ont accompagné cette entreprise spécialisée dans la fabrication du biscuit à travers la fourniture de conseils et de facilitations pour l'exportation de la première cargaison de biscuit vers la Tunisie via le poste frontalier commercial de Bouchebka dans la wilaya de Tébéssa. Il a précisé qu'il sera procédé juste avant le lancement de l'exportation du deuxième cargaison de biscuit en septembre prochain «à un travail de concertation avec l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes de Oum El Bouaghi pour achever toutes les procédures douanières et contrôler la marchandise à l'usine de Khenchela afin de

permettre à l'investisseur de bénéficier des avantages du couloir vert au centre frontalier et gagner du temps et éviter les procédures qui peuvent retarder l'arrivée de la cargaison à sa destination».

La wilaya de Khenchela a procédé il y a trois ans au lancement de plusieurs opérations d'exportation, avant d'être interrompues en raison de la conjoncture sanitaire exceptionnelle qu'a vécu le monde (Covid-19).

Le coup d'envoi de cette cargaison chargée à bord de trois camions semi-remorque a été donné au siège d'une des Sociétés de statut privé à la zone industrielle de Khenchela.

Visite d'Emmanuel Macron à Alger

La refondation des relations algéro-françaises entre slogans et réalité

A l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron à Alger, les Algériens vont être gavés de discours sur la promotion du «partenariat d'exception» que les politiques des deux côtés de la Méditerranée ne cessent de chanter depuis des années. Essayons de sortir, pour une fois, des slogans et des discours à caractère sentimental pour mieux voir la réalité en face et en tirer les enseignements qui s'imposent.

Quel que soit le poids des différends qui opposent les deux pays et qui expliquent que leurs relations ont toujours évolué en dents de scie, la géographie et l'histoire imposent un regard tourné vers l'avenir en se basant sur les potentialités de coopération existantes, plutôt que de ressasser inutilement les motifs de désaccord.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 2 millions de personnes recensées dans les consulats algériens en France ; 26.000 étudiants poursuivent leurs études supérieures en France, la France octroie 400.000 visas chaque année aux Algériens dont 8.500 visas d'études, 450 entreprises françaises sont installées en Algérie créant 40.000 emplois directs et quelques 100.000 emplois indirects, 7.500 entreprises françaises font des affaires en Algérie, et le volume d'échange entre les deux pays dépasse les 13 milliards d'euros ces dernières années. Bien entendu, ces données peuvent être améliorées aussi bien quantitativement que qualitativement. Reste à savoir comment. Des deux côtés, on ne cesse d'appeler à l'intensification des relations et leur transformation dans le cadre d'un « partenariat d'exception ». Pour évaluer l'état des relations entre les deux pays et les possibilités de leur développement, il convient de se pencher sur les reproches que chacun fait à l'autre partenaire.

Les Français reprochent à l'Algérie son manque d'ouverture et n'hésitent pas à mettre en cause son système bureaucratique hérité de la période « socialiste », qui constitue un frein au développement des investissements étrangers et français en particulier. Les Algériens reprochent de leur côté à la France sa propension à continuer à traiter l'Algérie comme un simple comptoir commercial et lui prêtent l'intention de continuer sa politique néocoloniale dans la ré-



gion, ce qui explique les divergences diplomatiques qui opposent les deux pays sur plusieurs dossiers se rapportant à la sécurité régionale (Sahara occidental, Libye, Sahel, etc). Que penser de ces reproches réciproques ? Commençons par la question du manque d'ouverture de l'Algérie. Qui peut nier que l'Algérie souffre aujourd'hui d'un certain manque d'ouverture sur son environnement régional et international ? Qui peut nier le poids des pesanteurs bureaucratiques dans le fonctionnement du système économique en Algérie ? Mais il ne suffit pas de reconnaître le manque d'ouverture de l'Algérie pour régler le problème. En effet, il y a ouverture et « ouverture ». Quand des puissances comme la France, les USA et l'Union européenne reprochent à un pays comme l'Algérie son manque d'ouverture, elles défendent tout simplement les intérêts de leurs entreprises pressées de conquérir dans les meilleures conditions possibles les marchés qui ne sont pas encore totalement ouverts. L'ouverture des marchés va de pair avec l'ouverture des sociétés africaines aux idées et aux modes culturelles colportées par les ONG, les universités et les médias occidentaux qui jouent aujourd'hui le rôle joué naguère par les missionnaires chrétiens qui ont accompagné le mouvement d'expansion coloniale. Bien entendu, il est de bonne guerre que ces puissances cherchent à ouvrir et à conquérir le plus de marchés possibles dans le monde. Le capitalisme ne serait plus le capitalisme s'il ne cherchait pas des marchés pour s'approvisionner en matières premières et des marchés où vendre ses biens et services. Emmanuel Macron a été élu pour défendre les intérêts de la France (à commencer par ceux des banques et des entreprises françaises). Ce n'est pas à lui qu'il faut demander la prise en compte équilibrée des intérêts de l'Algérie ou de l'Afrique. C'est aux Algériens et Africains de créer les contre-pouvoirs nécessaires pour faire admettre aux pouvoirs en place, en France et en Europe, qu'il y a d'autres intérêts que les leurs qu'il convient de prendre en considération, s'ils veulent continuer à prospérer.

Il appartient aux sociétés qui aspirent au progrès et à la justice de se doter

d'Etats capables de défendre leurs intérêts nationaux légitimes contre les prédateurs de l'intérieur et de l'extérieur ou de préserver, comme c'est le cas en Algérie, ce qui reste du système de protection nationale et sociale qui a été instauré de haute lutte durant les périodes précédentes, et qui est aujourd'hui gravement menacé par des groupements d'intérêts mafieux qui se sont lancés dans une opération de noyautage de l'Etat algérien avec la complicité des réseaux de la Françalgérie.

Dans les conditions d'interdépendance actuelles du capitalisme mondial, il est impossible pour les sociétés du sud de se préserver des appétits des multinationales et des Etats à leur service par une impossible fermeture. Elles ne peuvent le faire que par une ouverture intelligente et réglementée par des lois conformes au droit international. Et c'est là que le bât blesse dans ces pays qui continuent d'être dirigées par des élites dépendantes.

Pour s'ouvrir dans la mesure où elles n'ont pas d'autre choix que celui-là tout en protégeant leurs intérêts et leur intégrité, ces sociétés doivent se donner les moyens de résister aux nouvelles formes de prédation et de domination. Il ne suffit pas de ressasser le passé colonial de la France pour se prémunir de ses appétits néocoloniaux d'aujourd'hui. Même si elle doit mobiliser les affects et les émotions, la question mémorielle est avant tout une question sociale et historique.

Contrairement à ce que dit Macron, il ne s'agit pas d'une simple question sentimentale appelée à disparaître comme par enchantement dans le cadre de l'alternance générationnelle. Certes, la France a changé. Mais pas fondamentalement. La stratégie coloniale d'hier a laissé la place à une nouvelle stratégie néocoloniale plus perfide et plus dangereuse comme l'illustre le discours de Macron lui-même. Les nouvelles générations sont assoiffées de futur mais ce dernier ne se construira à partir du néant. Il se prépare dès aujourd'hui dans les luttes en vue d'imposer de nouveaux rapports sociaux plus équitables entre le nord et le sud, entre la France et l'Algérie. Pour gagner cette bataille du futur, aucune ressource ne sera de trop et dans ce genre de batailles les ressources sym-

boliques n'ont pas moins d'importance que les ressources matérielles. Si on veut transformer toutes les opportunités qu'offre l'histoire pour gagner la bataille du développement et de la civilisation, il faut mobiliser toutes les ressources, à commencer par les ressources humaines, c'est-à-dire toutes les compétences nationales de l'intérieur et de la diaspora. Mais les batailles qui engagent l'avenir des nations ne demandent pas seulement la mobilisation des compétences techniques, elles demandent surtout des compétences morales, psychologiques et politiques au premier rang desquelles il faut compter la volonté, l'intégrité et l'engagement qui se nourrissent du souvenir des pages glorieuses du passé, de la fidélité aux sacrifices des aînés et de l'attachement indéfectible aux principes fondateurs de l'épopée nationale.

A considérer les facteurs sociologiques qui déterminent le mode d'insertion de la bourgeoisie et de la bureaucratie algériennes dans la division régionale et internationale du travail, fondé sur l'économie rentière, et qui expliquent pour partie le complexe d'infériorité et l'hypocrisie qui habitent une grande partie des élites qui gouvernent actuellement l'Algérie, la refondation des relations algéro-françaises n'est pas pour aujourd'hui.

Cette refondation aura lieu quand de nouvelles élites algériennes auront émergé grâce à leur travail et leur intelligence, des élites libérées de l'aliénation et du consumérisme qui gangrènent la lumpen-bourgeoisie et la lumpen-intelligentsia que les Algériens ont le malheur de supporter pendant on ne sait combien de temps encore et dont les étudiants parasites qui sont sortis à la rencontre de Macron devant la Fac centrale, en décembre 2017, constituent un triste échantillon.

Ces nouvelles élites auront notamment à relever le défi de l'ouverture sur le monde sans tomber dans le piège du mimétisme et de la servilité. Elles comprendront à ce moment-là qu'elles ne pourront pas gagner la bataille de l'ouverture économique, politique et culturelle vers le nord tant qu'elles resteront fermées par rapport à leur propre héritage historique et civilisationnel et par rapport à leur environnement régional naturel.

Le gisement de coopération économique existant entre l'Algérie et ses voisins maghrébins et d'autres nations émergentes, culturellement proches comme l'Egypte, la Turquie, l'Iran, l'Indonésie et la Malaisie, est non seulement plus prometteur, mais sa valorisation pourrait permettre par ailleurs de mieux fructifier les opportunités que peut leur offrir l'Europe.

Mohamed Tahar Bensaada

Espaces culturels et de jeunesse

Animation intense à Alger

→ Les différents espaces culturels de la capitale et les établissements dédiés à la jeunesse connaissent une animation intense et une fréquentation optimale de la part des citoyens de tous les âges, intéressés par la diversité des programmes proposés durant la période estivale, où les nombreux visiteurs s'adonnent à plusieurs activités de divertissement.



La régularité observée au quotidien dans la fréquentation de différents espaces culturels de divertissement et aux maisons de jeunes des communes d'Alger, dénote de la large adhésion du public aux différents programmes élaborés qui visent la création d'un cadre convivial, à travers les jeux, plusieurs activités culturelles et sportives, ainsi que l'organisation de soirées artistiques sur les places publiques et les sorties à la plage.

Ainsi, les maisons de Jeunes dans les quartiers d'Ain Naadja, Souidania, El Harrach, Réghaia, Hammamet, Bainem, Zeralda, Staoueli et d'autres encore, connaissent une affluence d'enfants et de jeunes, attirés pour la plus part, par la qualité des programmes scientifiques, culturels et de divertissement proposés qui permettent de passer en groupe des moments agréables et utiles loin de subir la vague de chaleur enregistrée ces derniers temps.

Intervenant dans ce cadre dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'Office des établissements de Jeunes de la Wilaya

d'Alger, Djamel-Eddine Afir explique qu'un «programme de divertissement culturel de proximité» a été élaboré et mis en application durant toute la période estivale dans les différents établissements de Jeunesse de la wilaya, à la faveur des jeunes et des enfants des différents quartiers de la capitale.

A cet effet, poursuit Djamel-Eddine Afir, des manifestations culturelles ont été organisées, en célébration du 60e anniversaire du recouvrement de l'Indépendance nationale, et en commémoration, du 67e anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du 66e anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1956).

Le but de ces activités ludiques étant de découvrir et encourager les jeunes talents à travers des ateliers de dessin, de théâtre et l'ouverture d'espaces dédiés au livre, en plus de la tenue prochaine d'un festival des Jeunes talents en collaboration avec le mouvement associatif.

De son côté, la directrice du Centre culturel Aissa-Messaoudi d'Hussen-Dey, Houria Louar a confié à l'APS qu'un «programme prolifique de qualité couvrant toute la pé-

riode estivale, a été élaboré à l'endroit des enfants et des jeunes résidents dans les quartiers avoisinants».

Ces enfants et ces jeunes pourront ainsi prendre part à des ateliers de dessin, théâtre, musique, ainsi qu'à des sessions d'apprentissage de l'Anglais, au-delà des activités, liens avec les sciences environnementales et autres spécialités.

Dans le même élan, Houria Laouar a déclaré que «Plus de 1200 adhérents entre différents clubs scientifiques, ateliers et activités du Centre, bénéficient dans le cadre du plan bleu, de deux sorties à la plage par semaine».

Tous ces jeunes, poursuit-elle, «issus des associations culturelles, de musique andalouse, de théâtre, ainsi que les chorales polyphoniques, ont également des espaces et du matériel pour les répétitions à leur disposition».

Dans le cadre des activités culturelles et scientifique organisées durant la période estivale par le ministère de la Culture et des Arts, le palais de la Culture «Moufdi-Zakaria» a récemment abrité la «Semaine culturelle et scientifique dédiée aux enfants», où plusieurs activités pédagogiques ont été or-

ganisées. Ainsi, et en collaboration avec le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (CNCA), une quinzaine de films ont été projetés, en plus de la programmation de plusieurs activités et ateliers, en lien avec la lecture, la protection de l'environnement, l'astronomie et la robotique, entre autres.

Pour sa part, l'Office Ryadh El Feth (OREF) a également organisé des projections de films, à la salle Ibn Zaydoun et au niveau de l'esplanade, et plusieurs spectacles pour enfants.

Même dynamique du côté de l'Office national pour la culture et l'information (ONCI) qui a participé à ce programme avec le montage de son planétarium mobile au palais de la culture, pour la projection en 3D de films documentaires sur l'astronomie.

De son côté, l'Opéra d'Alger Boualem-Bes-saih, a présenté pour la première fois deux pièces de théâtre pour enfants, «Khayal» et «Le monde des insectes» et organisé du 25 au 31 juillet derniers, en collaboration avec l'ONCI, la projection de plusieurs films et documentaires scientifiques.

R.C

Tissage

Selon les techniques de travail traditionnelles

C'est un domaine artistique exclusivement qui a connu dans son histoire des périodes fastes. Les femmes de tous les temps qui se sont chargées du métier, ont fait preuve d'un génie créateur et d'un savoir-faire exemplaire. La pratique du tissage remonte chez nous à la nuit des temps et c'est au fil des générations, avec les découvertes de nouveaux procédés, de l'expérience acquise, que cet art a connu une nette amélioration dans la fabrication, que les produits fabriqués se sont affinés.

L'Algérie n'a rien à envier aux autres pays sur le plan de la qualité des couvertures, des tapis en laine, des burnous fortement appréciés par les étrangers en visite touristique. La particularité des régions d'Algérie, c'est que chacune a son style, sa marque de fabrication, ce qui fait qu'un tapis de Tlemcen est différent de celui qui se fait à Ghardaïa, en Kabylie ou dans les Aurès.

Travail de la matière première

Avant d'arriver au stade du tissage, il faut passer par la transformation de la matière première : laine de bovins, poils de chameaux ou poil de chèvres. Les procédés sont à peu près les mêmes pour ces trois variétés à partir desquelles on obtient de grosses bobines de fil prêts au tissage. Mais pour en arriver là, il faut laver la laine de mouton de chèvre ou de chameau. C'est un travail fastidieux parce qu'il faut procéder avec minutie en les débarrassant de toutes les impuretés. Une fois lavée soigneusement, on

arrive en phase de cardage. Si la quantité de laine est importante est importante, il faut être à plusieurs pour tout peigner.

Chaque femme qui participe au travail se sert d'une paire de cardes. Et nous rappelons qu'il s'agit là d'une activité exclusivement féminine. Le cardage étant supposé terminé, il faut passer au filage, travail long et fastidieux qui demande beaucoup de patience et d'ardeur. Il faut des dizaines de bobines, sinon des centaines s'il s'agit d'un projet ambitieux de production de plusieurs pièces. Imaginez le poids de la laine filée et mis en grosses bobines. Il existe, par ailleurs, du fil coloré pour intégrer des dessins en polychrome sur les couvertures ou les tapis ; c'est suivant le style et le goût de la tisseuse.

Dressage du métier à tisser

Tout d'abord on monte la trame, travail essentiel et méticuleux ; elle est constituée de deux rangées croisées de fil «spécial métier à tisser, fil solide qui ne se casse pas» et elles sont montées à même le sol autour de deux piquets situés l'un de l'autre à une distance précise. Une femme munie d'une grosse bobine fait des va et vient pour faire passer à chaque fois le fil autour de chaque piquet. Lorsqu'une bobine est finie elle prend une autre. On dresse le métier à tisser à l'aide de deux longues perches dressées verticalement et sur lesquels on fixe deux autres perches horizontales l'une en haut l'autre au bas à une distance qui

permette aux deux femmes chargées du tissage d'être à l'aise en position assises et d'avoir les jambes libres sous la deuxième perche horizontale. Une bien fois installées, chacune de son côté, les deux tisseuses armées chacune d'un peigne, se mettent à l'œuvre avec l'ardeur habituelle. Leur travail consiste à faire passer le fil de laine entre les deux rangées de fils de la trame et le tasser ensuite à l'aide du peigne aux dents métalliques.

Pendant ce temps du tissage, deux ou trois semaines, quelquefois plus, les deux femmes ont besoin de la bonne compagnie pour discuter, de préférence de femmes férues de connaissances. Habituellement toutes celles qui s'occupent de métiers à tisser possèdent deux arts : l'art du tissage et l'art de bien parler en langage populaire. Elles passent leur vie devant le métier à tisser et pendant quarante, cinquante ans, sinon plus. Des centaines de couvertures, tapis, burnous portent leurs signatures. Des femmes exceptionnellement résistantes, détentrices de tous les secrets de transformation de la laine. Elles sont parties sans qu'il y ait eu une relève. Il n'y a pas eu de transmission. La génération de femmes actuelles obligées de se rabattre sur les produits industriels de moindre qualité, sont incapables de recréer cet art ancestral perdu à jamais. Elles ont dit adieu aussi aux discussions enrichissantes émaillées de proverbes, d'histoires fantastiques de leurs aînées.

Abed Boumediene

EN DEUX MOTS

Football :
Renouvellement du partenariat LFP-Mobilis

La Ligue de football professionnel (LFP) et l'opérateur de téléphone mobile «Mobilis» ont renouvelé leur partenariat, a annoncé jeudi l'instance chargée de la gestion de la compétition sans donner plus de détails. «La Ligue de football professionnel représentée par son président M. Abdelkrim Medaouar et l'opérateur de Téléphone Mobile Mobilis, représenté par son Président-Directeur Général M. Chaouki Boukhazani, ont renouvelé leur partenariat en présence du président de la Fédération algérienne de football M. Djahid Zefizef, à l'issue d'une réunion tenue le mercredi 24 août 2022 au siège de l'entreprise», indique un communiqué de la LFP publié sur son site officiel. Cette signature coïncide avec le coup d'envoi du championnat de Ligue 1 professionnelle saison 2022-2023, prévu ce week-end (26-27 août).

CS Constantine Réhabiliter l'équipe et la remettre sur la bonne voie

➔ **Les supporters du CS Constantine aspirent avec le retour à la tête de la direction de leur président emblématique Mohamed Boulhabib à goûter de nouveau aux joies de la consécration à l'occasion du coup d'envoi du Championnat de Ligue 1 de football 2022-2023, prévu ce week-end (26-27 août).**

La désignation de Boulhabib par la firme pétrolière ENTP, détentrice de la majorité des actions de la société sportive du club, comme nouveau directeur général de la SSPA/CSC, a suscité un certain engouement chez les supporters du club vu que ce dernier a vécu une intersaison assez perturbée. A ce propos Boulhabib dira à l'APS «j'ai été missionné par la direction de l'ENTP afin de remettre le club sur rails, et ce qui m'a encouragé à revenir pour prendre en charge les affaires du club, c'est l'insistance des responsables à leur tête le PDG de l'entreprise pétrolière, en me confiant toutes les prérogatives afin de réussir ma mission celle de remettre de l'ordre dans la maison, gagner des titres et donner du plaisir

aux supporters». Et d'ajouter : «L'équipe a connu certain soucis durant la phase d'inter saison, avec une préparation perturbée par les problèmes, mais notre confiance est sans limites en staff technique et à leur tête Kheir-Eddine Madoui qui a chapeauté l'opération de recrutement, et possède une grande expérience pour constituer une équipe compétitive et être à la hauteur des attentes des supporters».

Ainsi les ultras des Vert et Noir espérant que le retour de Boulhabib dit «Soussou» va mettre fin aux problèmes de gestion qu'a connus le club lors des précédentes saisons avec une valse de directeurs, managers et autres d'entraîneurs. «Je pense que dans l'ensemble, on possède un bon groupe, et avec le travail, le CS Constantine pourra se frotter aux meilleurs cette saison, et nous autant que direction, on fera en sorte de rectifier le tir durant le mercato hivernal pour donner un plus à l'équipe», a-t-il dit. Pour sa part, l'entraîneur Madoui revenu également à la barre technique du club après un arrêt de plus de 20 jours - suite à un différend avec l'ancienne direction qui lui a préféré l'entraîneur tunisien Kais El Yakoubi avant de se rétracter - a exprimé sa satisfaction de retrouver un groupe qu'il connaît bien.

«Nous allons essayer de rattraper le temps perdu, et même si je n'y étais pas, le travail effectué durant le stage en Tunisie à Hamam-Bourguiba était bénéfique».

Le CSC durant ce stage a joué 6 matches amicaux, soldés par deux victoires face à l'équipe tunisienne d'Ain-Draham 12-0, et l'équipe koweïtienne el Arabie 1-0, un match nul face au RC Arba 1-1 et une défaite face à la JS Kabylie 1-0. Des rencontres selon le coach «bénéfiques pour la cohésion et au staff technique d'avoir une idée sur l'effectif».

Concernant la composante de son groupe qui n'a connu que 7 arrivées seulement, il dira : «Je suis très satisfait du groupe que j'ai sous la main, notre stratégie claire c'est de maintenir les meilleurs éléments de la saison dernière, et de donner la chance aux joueurs des U21 de la saison passée qui ont fait un parcours sensationnel et de ce fait on a promu 5 joueurs à savoir Chekal, Bouldjedri, Zermane, Mehazem et Bendaoued». Indiquant que les recrues ont été ciblées et vont donner le plus escompté à l'équipe à l'image des défenseurs Medahi (JS Saoura), Madani (NC Megra), Zaalani venu de l'O Khouribga (Maroc), Harare (US Biskra), Demane et Khaldi (HB Chelghoum El Aïd) et Abdelhafid du (MCA).

Concernant l'objectif assigné, Madoui confia «je persiste à dire que le CS Constantine et au vu des moyens dont il dispose ne peut que jouer les premiers rôles chaque saison et c'est à quoi on aspire» et d'ajouter «c'est vrai que notre préparation a été un petit peu perturbée mais j'ai senti chez mes joueurs une grande détermi-

nation de bien faire et je suis persuadé qu'avec l'apport de notre public on sera à la hauteur des espoirs de la direction et de nos fidèles supporters».

A noter que le CS Constantine, qui a bouclé son troisième et dernier stage de préparation à Ain Bénian (Alger) avec deux matches amicaux face à deux pensionnaires de la ligue 1 soldés par un nul face à l'US Biskra et une défaite devant les académiciens du Paradou FC (0-1), devrait entamer la nouvelle saison en recevant le nouveau promu l'USM Kenchela sur son stade Chahid Benabdellmalek-Ramadhan.

Effectif saison 2022-2023

Gardiens de but : Chemssedine Rahmani, Fares Boukrit, Sofiane Abed.

Défenseurs : Rebie, Nacerddine Zalani (O Khouribga-Maroc), Amir Belaili, Abdelkrim Maâmeri, Oussama Medahi (JSS), Mohamed Madani (NCM), Seif-Eddine Chet-tih.

Milieux de terrain : Zakaria Messibah, Mohamed Bencheira, Samir Aiboud, Kamel Belmessaoud, Belhadj Chekal, Aimen Bendaoued

Attaquants : Salah Edinne Harare (USB), Marcelin Kokpo (Bénin), Ahmed Khaldi (HBCL), Nacerddine Bouldjedri, Islam Zermane, Aimen Lekdjaa, Hamza Demene (HBCL), Abdelhak Abdelhafid (MCA).

Championnat d'Afrique de natation

L'Algérie 2^e du classement général, Syoud meilleur nageur

➔ La sélection algérienne de natation a bouclé sa participation à la 15^e édition du Championnat d'Afrique seniors (messieurs et dames), clôturée mercredi à Tunis, avec une moisson de 26 médailles (10 or, 11 argent, 5 bronze), se hissant à la deuxième place du classement général dominé par l'Afrique du Sud avec 40 médailles (20 or, 8 argent, 10 bronze). Avec dix breloques en vermeil, l'Algérie réalise sa meilleure performance au Championnat d'Afrique seniors, dépassant les huit médailles d'or décrochées lors de l'édition 2006, disputée à Dakar (Sénégal). L'Egypte avec 30 médailles (7 or, 10

argent et 13 bronze) complète le podium.

Cette 15^e édition du rendez-vous continental a, également, été marquée par la consécration de l'espoir de la natation algérienne Jaouad Syoud (22 ans), désigné meilleur nageur de la compétition, avec un total de 11 médailles (7 or, 4 argent). Lors de la 5^e et dernière journée de compétition, disputée ce mercredi, la sélection algérienne a remporté sept breloques (2 or, 2 argent, 3 bronze).

Les médailles d'or ont été remportées par Syoud sur 200 m quatre nages (2:00.05) et le relais masculin

4x100 m quatre nages composé de Ardjoune-Belamane-Syoud-Sahnoun (3:42.05), alors que celles en argent ont été l'œuvre d'Oussama Sahnoun sur 50 m nage libre (22.54) et le relais féminin 4x100 quatre nages composé de Merniz-Nefsi-Zitouni-Medjahed (4:20.75).

Les médailles de bronze sont revenues à Nesrine Medjahed sur 50m nage libre (26.12), Imene Kawthar Zitouni sur 200m quatre nages (2:26.28) et Moncef Belamane sur 200m quatre nages (2:04.26).

Lors des quatre premières journées de compétition, les médailles d'or algériennes ont été glanées par

Jaouad Syoud (200 m papillon, 100 m brasse, 200 brasse, 50 brasse, 400 m quatre nages), Abdallah Ardjoune (200 m dos, 100 m dos) et Oussama Sahnoun (100 m nage libre), alors que celles en argent sont revenues à Rania Nefsi (100 m brasse, 200 m brasse), Nesrine Medjahed (100 m nage libre), Jaouad Syoud (100 m papillon), Abdallah Ardjoune (50 m dos), Meroua Merniz (50 m dos), les relais mixtes 4x100 m nage libre et 4x100 quatre nages, le relais masculin 4x100 m nage libre, auxquelles s'ajoutent celles en bronze de Meroua Merniz (50m dos) et du relais féminin du 4x200 m. ■

Equipes nationales

La FAF en quête d'un équipementier

➔ La Fédération algérienne de football a lancé mercredi un avis d'appel d'offres national et international, ouvert à la concurrence, pour le choix d'un équipementier, qui fournira les vêtements et accessoires nécessaires à l'ensemble de ses équipes nationales, joueurs et staffs inclus. «Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du secrétariat gé-

ral de la FAF, moyennant paiement de 30 000,00 DZD pour les équipementiers dont le siège social se trouve en Algérie, et 300,00 euros pour ceux domiciliés à l'étranger», a détaillé l'instance fédérale dans un communiqué, diffusé sur son site officiel.

«Les dossiers de soumission (dossier administratif, offre technique et offre financière), devront être déposés sous pli fermé et anonyme, à

l'adresse indiquée au plus tard le 30 septembre 2022, à midi. Ils ne devront porter que la mention 'Offre pour le Choix de l'Équipementier de la FAF', a-t-on encore tenu à préciser de même source.

L'ouverture des plis se fera au siège de la FAF dans les dix jours ouvrés de la réception des offres. Les candidats seront informés de la suite donnée à leur candidature, dans les conditions et selon les modalités

prévues par le cahier des charges. «La durée de validité des offres est de quatre-vingt-dix jours, à compter de la date limite de dépôt des offres», a encore précisé l'instance fédérale concernant cette opération. Pour rappel, les sélections nationales algériennes de football (messieurs, dames et jeunes) sont habillées actuellement par l'équipementier allemand «Adidas». ■



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. **Membres fondateurs :** Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef: **Radia Zerrouki** Directeur financier: **Ouahid Kouba** Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger: **SIMPRAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct
Championnat d'Afrique de natation

 L'Algérie 2^e du général, Syoud meilleur nageur

le match à suivre
CS Constantine

Réhabiliter l'équipe et la remettre sur la bonne voie

football
Classement FIFA

 L'Algérie reste à la 41^e place

Football national

Une nouvelle saison pour produire de la performance ?

La nouvelle saison 2022-2023 est en orbite depuis hier vendredi. Pour de nombreux spécialistes du football, les champions d'hier seront les mêmes ! Pas forcément, répondent certains ex-internationaux.

D'autant que cette saison de Ligue 1 s'annonce d'ores et déjà charnière, particulièrement avec ses 16 et non 18 équipes, comme ce fut la saison écoulée. Ceci s'inscrit dans le cadre de la réforme des compétitions nationales décidée par la Fédération algérienne de football.

Et le jeu dans tout ça ?

Aux dirigeants de sortir le grand jeu lors de cette nouvelle saison. S'ouvrir et quitter les chantiers battus pour s'imposer lors de cette phase 2022-2023. Travailler sur de nouvelles stratégies, afin de ne pas décevoir ceux qui suivent, pas à pas, l'évolution de leur club et qui ne voudront surtout pas présenter la même affiche que celle des saisons écoulées.

Quitter le bricolage pour passer au professionnalisme

Communiquer, oui mais autour des questions les plus importantes, celles qui feraient rattraper son développement par rapport aux Championnats des autres nations, notamment se hisser au niveau du football professionnel, en se mobilisant autour des principes qui font que tout se joue dans la transparence, à l'instar de la gestion, la compétence.

Faire du football une usine de production de performance

Aux dirigeants de sortir le grand jeu lors de cette nouvelle saison. Chacune des parties est attendue sur ce qu'elles promettent en l'avenir de ce football qui reste souvent un sujet qui tient à cœur les sportifs, jaloux de ce qui se passe ailleurs. S'ouvrir et quitter les chantiers battus pour s'imposer lors de ce nouveau registre sportif, penser à faire du club une «usine» où l'on produit de la performance, l'axe qui donne «sa première raison au sport», «un lieu où joueurs, supporters et dirigeants sont en perpétuel «affrontement» avec les autres», écrivait notre confrère, et pour qui le club n'est ni plus, ni moins une véritable entreprise financière, mais une entreprise du spectacle, de football au sens légal du terme.


Football, mise à part le score, il est une école

Estimer que par sa régularité, sa puissance et ses significations, que le football a de tout été un moment clé de la vie sociale, un événement qui permet aux individus de faire l'expérience du vivre ensemble, de manifester une existence collective et de la rendre visible, valorisée et valorisante pour les individus et les groupes sociaux dans leur diversité.

Mettre dans les tiroirs les crises

La nouvelle saison, 2022-2023, devra être aussi celle qui évitera les crises de gouvernances, des performances qui étoufferaient toutes mutations vers une saison purement professionnelle. Toutes les équipes ne s'engageront pas dans une promenade à travers les terrains de football du pays, mais bien autre chose, celle que le monde sportif voudrait imaginer, comme une parfaite connexion avec le niveau des rencontres qui se jouent sous d'autres cieux.

Les ambitions ne manquent pas...

En Algérie, c'est «avec un calendrier à 30 journées, les équipes du palier supérieur reviennent ainsi à l'ancien rythme de compétition, avec deux phases de 15 journées chacune». D'où, la course au podium sera totalement différente, les favoris d'hier ne seront pas forcément ceux de demain. Chaque équipe a ses ambitions. «Les premiers résultats obtenus, hier vendredi, n'expliquent absolument rien, et ce n'est certainement pas les équipes qui ouvrent le bal, qui joueront les meilleurs rôles de la saison... C'est ce qui fera la différence. Il ne faut pas s'attendre aux mêmes favoris de la saison écoulée».

Les clubs dans la course

Selon l'APS «à l'instar du Chabab, le vice-champion d'Algérie la JS Kabylie a également enregistré l'arrivée du nouveau coach belge José Riga, tout engageant une dizaine de joueurs, à l'image de Guenina (MCO), Guemroud (CSC) et Cheraïtia (CRB). Les «Canaris» espèrent mettre fin à une longue période de disette en Championnat,

puisque le dernier titre remonte à 2008». La JS Saoura qui s'est de nouveau invitée sur le podium la saison dernière (3^e) pour la deuxième fois de rang, figure parmi les favoris, alors que le club phare de Béchar a réussi à préserver l'ossature de son effectif, en confiant la barre technique à l'entraîneur tunisien Nacif Bayaoui. D'autres clubs sont pressentis également pour disputer le leadership, tels que le MC Alger et l'ES Sétif, qui ont enregistré l'arrivée à la barre technique respectivement le Franco-bosnien Faruk Hadzibegic et l'Égyptien Houssam Al-Badry. Pour leur part, l'USM Alger, le Paradou AC ou encore le CS Constantine voudront jouer les trouble-fête et tenter d'aller bousculer les ténors.

H. Hichem
Programme de samedi :

 Stade Dar El Beida : USMA - MCEB 17h
 Magra : NCM - PAC 16h45
 Biskra : USB - ESS 20h
 Béchar : JSS - MCA 20h

 ■ BelN Sports 1 : Milan AC - Bologne à 18h45
 ■ Canal + décalé : Lens - Rennes à 19h

La Der
Classement FIFA : L'Algérie reste à la 41^e place

La sélection algérienne de football messieurs a conservé sa 41^e place au dernier classement FIFA publié ce jeudi par l'instance internationale sur son site officiel.

Au niveau africain, les Verts occupent la 7^e position, tandis que le trio de tête est composé du Sénégal (18^e mondial), le Maroc (23^e) et la Tunisie (30^e).

Pour rappel, les Verts avaient gagné trois places lors du précédent classement publié le 23 juin dernier grâce aux trois victoires remportées par les hommes de Djamel Belmadi contre respectivement l'Ouganda (2-0) et la Tanzanie (2-0) en qualification de la Coupe

d'Afrique des nations CAN-2023, et face à l'Iran (2-1) en amical.

Les changements au sein du Classement mondial FIFA d'août sont certes rares, mais un duo composé de la Mauritanie (107^e, plus 3) et du Botswana (146^e, plus 3) tire tout de même son épingle du jeu. Ces deux équipes grimpent de trois rangs et signent ainsi les meilleures progressions en termes de places.

Dans le Top 50, rien n'a bougé ou presque : le Brésil (1^{er}, -), la Belgique (2^e, -) et l'Argentine (3^e, -) composent toujours le trio de tête tandis que leurs poursuivants immédiats se suivent dans le même ordre qu'en

juin dernier. Seuls la RI Iran (22^e, plus 1) et le Qatar (48^e, plus 1), hôte de la prochaine Coupe du monde de la FIFA, progressent d'une place.

Au-delà du Top 100, outre les Zèbres et les Mourabitoines, le Mozambique (116^e, plus 2) et l'Angola (120^e, plus 2) se replacent, tout comme les Bermudes (168^e, plus 2), sachant que les nombreuses échéances internationales à venir, en septembre notamment, accouperont nécessairement de changements plus significatifs.

Le prochain Classement mondial FIFA sera publié le 6 octobre 2022.